



**PRÉFET  
DU MORBIHAN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

Service eau, nature et biodiversité  
Unité gestion des procédures environnementales

Installations classées pour la protection de l'environnement

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES DU 25 JUIN 2021**

**PORTANT MISE À JOUR DES PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ D'AUTORISATION D'EXPLOITER DU  
20 NOVEMBRE 2013 POUR UNE INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX**

**SOCIÉTÉ SUEZ RV OUEST - BRANGUILY 56920 GUELTAS**

Le préfet du Morbihan  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le titre 1er livre V de la partie législative du code de l'environnement et notamment l'article L.181-14 ;

**Vu** le titre 1er livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement et notamment les articles R.181-45 et R.181-46 ;

**Vu** le décret du 19 mai 2021 nommant M. Joël MATHURIN, préfet du Morbihan ;

**Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 novembre 2013 modifié, autorisant la société SUEZ RV OUEST à exploiter sur le territoire de la commune de GUELTAS au lieu-dit Branguily, une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance du 7 mars 2019, reçu le 25 mars 2019, concernant l'ajout du code 16 03 06 au TMB ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance du 25 juillet 2019, reçu le 20 septembre 2019, concernant le transfert de biodéchets, complété par dossier du 19 mars 2020, reçu le 30 mars 2020 ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance du 29 janvier 2020, reçu le 31 janvier 2020, concernant l'ajout de la rubrique 2921 « TAR » ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance du 07 janvier 2021, reçu le 15 janvier 2021, concernant la demande d'installer des panneaux photovoltaïques sur une partie de l'installation de stockage de déchets non dangereux ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance du 26 avril 2021, reçu le 27 avril 2021, concernant l'ajout des codes CED pour le transfert de biodéchets ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées du 15 avril 2021 ;

**Vu** le projet d'arrêté transmis au pétitionnaire par courrier du 26 avril 2021, pour observations éventuelles ;

**Vu** la réponse du pétitionnaire par courrier du 03 mai 2021 ;

**Vu** le complément de réponse du pétitionnaire par courriel du 16 juin 2021 ;

**Considérant** que le projet d'installation d'une centrale photovoltaïque a fait l'objet d'une évaluation environnementale dans le cadre du permis de construire ;

**Considérant** que les mesures éviter, réduire et compenser proposées sont prises en compte par le permis de construire ;

**Considérant** que la modification projetée n'est pas une extension au sens de l'article R.181-46 I 1° ;

**Considérant** que les modifications des conditions d'exploitation résultant des dossiers de porter à connaissance susvisés n'entraînent pas de dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement ;

**Considérant** que le projet de modification ne constitue donc pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

**Considérant** que l'implantation d'une centrale solaire sur l'emprise de l'installation de stockage de déchets non dangereux nécessite des prescriptions particulières pour pérenniser l'absence d'incidence sur l'intégrité de la couverture finale du massif de déchets et sur son suivi post-exploitation ;

**Considérant** que le projet de centrale photovoltaïque est compatible avec les conditions de suivi post-exploitation et que celles-ci doivent être précisées ;

**Considérant** que les conditions de suivi post-exploitation doivent être modifiées dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

**Considérant** les éléments transmis par l'exploitant, dans le cadre de la procédure du contradictoire, en vue de la modification des codes CED pour le transfert de biodéchets ;

**Considérant** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture du Morbihan,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 – IDENTIFICATION**

La société SUEZ RV-OUEST, autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) sur le territoire de la commune de Gueltas au lieu-dit Branguily, est tenue de respecter, dans le cadre de la demande de modifications des installations portées à la connaissance du préfet du Morbihan, les dispositions des articles suivants.

## **ARTICLE 2 – PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES**

Les dispositions du chapitre 8.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 novembre 2013 sont complétées par les dispositions suivantes :

### **ARTICLE 8.1.11 PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES**

L'exploitant peut implanter une centrale photovoltaïque sur l'emprise d'une zone définitivement réaménagée de l'ISDND, ayant été exploitée de 1995 à 2006, sur les parcelles cadastrées B118 et B128, sur une superficie de 15,2 ha. L'emprise des panneaux photovoltaïques sera de 6,3 ha, sous réserve des dispositions du présent arrêté.

La centrale est disposée, aménagée et exploitée conformément aux plans et données techniques contenus dans la demande déposée par l'exploitant. En tout état de cause, elle respecte par ailleurs les dispositions du présent arrêté.

#### **Article 8.1.11.1 - Règles générales d'aménagement**

L'implantation et l'aménagement de la centrale solaire doivent être compatibles avec les prescriptions du programme de suivi post-exploitation des sites de stockage des déchets définies par l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2013 modifié par le présent arrêté : surveillance des lixiviats, évolution de la couverture du dôme, suivi des tassements, etc...

La centrale photovoltaïque est implantée de manière à laisser un passage suffisant et à maintenir l'accès aux canalisations, piézomètres. Les structures sensibles sont éloignées d'au moins 4 mètres autour des puits, ainsi que de part et d'autres des canalisations de biogaz, d'une distance de 3 mètres afin de permettre le passage d'un véhicule et d'une distance de 1 mètre pour toute opération de maintenance sur les canalisations.

Avant les travaux d'installation de la centrale solaire, l'exploitant doit :

- réaliser ou faire réaliser un relevé topographique (référentiel NGF) précis actualisé de l'ensemble de la zone d'implantation (dôme, talus, descente d'eau, puits et canalisations du biogaz, etc...) notamment pour déterminer les chemins à privilégier pour le passage des engins ;
- s'assurer que la surcharge que constituent les panneaux photovoltaïques y compris leurs supports n'est pas de nature à remettre en cause la stabilité des dômes de déchets.

#### **Article 8.1.11.2 - Maintien de la couverture finale et des écoulements superficiels**

La fonction, l'efficacité (imperméabilité) et la pérennité de la couverture finale ne doivent pas être remises en cause par l'implantation de la centrale photovoltaïque notamment des structures supportant les modules. Le profil du dôme de déchets doit permettre de gérer les eaux de ruissellement afin d'éviter toute zone d'accumulation.

Les supports des modules photovoltaïques doivent être conçus et disposés de façon à ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux de ruissellement. L'écoulement des eaux de ruissellement entre les supports ainsi que la chute des eaux de ruissellement sur les panneaux ne doivent pas porter atteinte à l'intégrité des sols (ravinement, érosion). Le bon maintien des sols pourra être assuré par un engazonnement régulièrement entretenu des surfaces résiduelles.

L'exploitant s'assure à minima une fois par an :

- ↳ de l'évolution de la topographie du terrain,
- ↳ du suivi des éventuels tassements différentiels et de l'absence de point d'eau qui nuirait à l'objectif de la couverture finale visant à limiter les infiltrations dans les déchets,
- ↳ de l'absence de poinçonnement de la couverture par les supports,
- ↳ de l'absence d'érosion liée aux écoulements au droit des modules photovoltaïques.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un registre sur lequel sont reportés les dates ainsi que la portée et les conclusions des contrôles réalisés dans le cadre des vérifications listées à l'alinéa précédent.

La fréquence de ces vérifications peut être revue à la demande de l'exploitant et après avis de l'inspection des installations classées.

Les câbles de connexion ne sont pas enterrés et ne doivent pas faire obstacle à l'écoulement des eaux superficielles.

Concernant les travaux de terrassement dans l'épaisseur des terres de couverture, la règle est l'interdiction. En cas d'obligations ou impossibilités techniques dûment identifiées et justifiées (précautions, mesures compensatoires), des terrassements pourront être ponctuellement (traversées de chemin par exemple) admis.

#### Article 8.1.11.3 - Conception - Aménagement

Au titre du présent arrêté, on entend par :

- Cellule photovoltaïque : dispositif photovoltaïque fondamental pouvant générer de l'électricité lorsqu'il est soumis à la lumière, tel qu'un rayonnement solaire.
- Module photovoltaïque (ou panneau photovoltaïque) : le plus petit ensemble de cellules photovoltaïques interconnectées, complètement protégé contre l'environnement. Il peut être constitué d'un cadre, d'un panneau transparent au rayonnement solaire et en sous-face d'un boîtier de connexion et de câbles de raccordement. L'électricité produite est soit injectée dans le réseau de distribution d'électricité, soit consommée localement, voire les deux à la fois.
- Film photovoltaïque : forme de panneau photovoltaïque en couche mince, ayant la propriété d'être souple. Le film est soit directement collé sur le système d'étanchéité de la toiture, soit associé à un support.
- Onduleur d'injection, ci-après désigné par le terme "onduleur" : équipement de conversion injectant dans un réseau de courant alternatif sous tension la puissance produite par un générateur photovoltaïque.
- Partie "courant continu" : partie d'une unité de production photovoltaïque située entre les panneaux photovoltaïques et des bornes en courant continu de l'onduleur.
- Partie "courant alternatif" : partie d'une unité de production photovoltaïque située en aval des bornes à courant alternatif de l'onduleur.
- Organe général de coupure et de protection : appareil ayant principalement une fonction de coupure de l'énergie électrique.
- Organe général de coupure et de protection du circuit de production : dispositif de coupure situé entre l'onduleur et le réseau de distribution public.
- Unité de production photovoltaïque : circuit électrique composé de panneaux ou de films photovoltaïques et de l'ensemble des équipements et câbles électriques avec leurs canalisations et cheminements permettant leur jonction avec le réseau de distribution général en courant alternatif relié au site de l'installation classée. Tout équipement inséré entre le ou les panneaux photovoltaïques et l'organe général de coupure et de protection du circuit de production est considéré comme élément constitutif de l'unité de production photovoltaïque.

#### ◆ Signalisation des équipements de l'unité photovoltaïque

L'unité de production photovoltaïque est signalée afin de faciliter l'intervention des services de secours.

En particulier, des pictogrammes dédiés aux risques photovoltaïques, définis dans les guides pratiques UTE C 15-712-1 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution et UTE C 15-712-2 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques autonomes non raccordées au réseau public de distribution avec stockage par batterie, sont apposés :

- tous les 5 mètres sur les câbles ou chemins de câbles qui transportent du courant continu ;
- à l'extérieur du site, à proximité de l'accès des secours ;
- aux accès des locaux abritant les équipements techniques relatifs à l'énergie photovoltaïque.

Un plan schématique de l'unité de production photovoltaïque est apposé à proximité de l'organe général de coupure et de protection du circuit de production, en vue de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.

Les emplacements des onduleurs sont signalés sur les plans mentionnés à l'article ci-après et destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.

#### ◆ Éléments de sécurité

Chaque onduleur comporte un contrôleur d'isolement permettant de prévenir tout défaut d'isolement.

Les produits inflammables, explosifs ou toxiques non nécessaires au fonctionnement des onduleurs ne sont stockés ni à proximité des onduleurs, ni dans les locaux techniques où sont positionnés les onduleurs.

Les chemins de câbles doivent être identifiés et signalés sur l'ensemble de leurs parcours. Chaque chemin est jointif avec le câble de masse, supprimant les risques d'occurrence de différence de potentiel par la mise à la terre des deux pôles.

La protection contre les effets de la foudre est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées soumises à autorisation.

Toutes les dispositions doivent être prises pour éviter aux intervenants des services de secours tout risque de choc électrique au contact d'un conducteur actif de courant continu sous tension. Dans cet objectif, les câbles DC sont non propageurs de flammes.

L'installation photovoltaïque doit être surveillée en permanence par l'exploitant et le producteur d'énergie afin de pouvoir signaler le plus rapidement possible toute anomalie de fonctionnement pouvant être à l'origine d'un incident ou d'un accident.

#### ◆ Raccordement au réseau

L'unité de production photovoltaïque et le raccordement au réseau sont réalisés de manière à prévenir les risques de choc électrique et d'incendie. La conformité aux spécifications du guide UTE C 15-712-1 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution ainsi qu'à celles de la norme NF C 15-100 version de mai 2013 concernant les installations électriques basse tension permet de répondre à cette exigence.

Dans le cas d'une unité de production non raccordée au réseau et utilisant le stockage batterie, celle-ci est réalisée de manière à prévenir les risques de choc électrique et d'incendie. La conformité de l'installation aux spécifications du guide UTE C 15-712-2 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques autonomes non raccordées au réseau public de distribution avec stockage par batterie permet de répondre à cette exigence.

#### ◆ Accumulateurs électriques

Les batteries d'accumulateurs électriques et matériels associés sont installés dans un local non accessible aux personnes non autorisées par l'exploitant.

Le local ainsi que l'enveloppe éventuelle contenant les batteries d'accumulateurs sont ventilés de manière à éviter tout risque d'explosion. La conformité des ventilations aux spécifications du point 14.6 du guide UTE C 15-712-2 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques autonomes non raccordées au réseau public de distribution avec stockage par batterie et de la norme NF C 15-100 version de mai 2013 relative aux installations électriques basse tension permet de répondre à cette exigence.

Les accumulateurs électriques et matériels associés disposent d'un organe de coupure permettant de les isoler du reste de l'installation électrique. Cet organe dispose d'une signalétique dédiée.

#### ◆ Connecteurs

Les connecteurs qui assurent la liaison électrique en courant continu sont équipés d'un dispositif mécanique de blocage qui permet d'éviter l'arrachement. La conformité des connecteurs à la norme NF EN 50521/ A1 version d'octobre 2012 concernant les connecteurs pour systèmes photovoltaïques (exigences de sécurité et essais) permet de répondre à cette exigence.

#### ◆ Zones à risques d'explosion et/ou incendie – matériel utilisable

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison de la présence d'équipement de collecte et/ou de transport de biogaz sont susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion.

L'exploitant dispose d'un plan général indiquant ces risques.

Ces zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

Les câbles de courant continu ne pénètrent pas dans les zones à risques d'incendie ou d'explosion ainsi identifiées.

Lorsque, pour des raisons techniques dûment justifiées par l'exploitant, ces câbles sont amenés à circuler dans une zone à risques d'incendie ou d'explosion, ils sont regroupés dans des chemins de câbles protégés

contre les chocs mécaniques et présentant une performance minimale de résistance au feu EI 30. Leur présence est signalée pour éviter toute agression en cas d'intervention externe.  
Dans les zones à risques d'explosion, les installations électriques sont conformes aux dispositions relatives aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible.

#### Article 8.1.11.4 - Exploitation

##### ◆ **Contrôle de l'installation**

L'unité de production photovoltaïque est accessible et contrôlable. Cette disposition ne s'applique pas aux câbles eux-mêmes, mais uniquement à leur connectique.

L'exploitant procède à un contrôle annuel des équipements et éléments de sécurité de l'unité de production photovoltaïque. Les modalités de ce contrôle tiennent compte de l'implantation géographique (milieu salin, atmosphère corrosive, cycles froid chaud de grandes amplitudes, etc.) et de l'activité conduite dans le bâtiment où l'unité est implantée. Ces modalités sont formalisées dans une procédure de contrôles.

Un contrôle des équipements et des éléments de sécurité de l'unité de production photovoltaïque est également effectué à la suite de tout événement climatique susceptible d'affecter la sécurité de l'unité de production photovoltaïque.

Les résultats des contrôles ainsi que les actions correctives mises en place sont enregistrés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

##### ◆ **Consignes**

Des consignes spécifiques doivent être établies pour toute intervention sur les panneaux photovoltaïques en cas de :

- disconnexion du réseau ENEDIS/RTE : gestion de la production électrique qui ne peut être transférée sur le réseau ENEDIS/RTE ;
- perte de liaison entre les cellules photovoltaïques et les boîtes de jonction (ou le local technique), les cellules photovoltaïques continuant de produire du courant en présence de soleil ;
- déclenchement de tout autre mode dégradé.

Des consignes doivent être affichées de façon visible en précisant les dangers de l'installation et les coordonnées téléphoniques des différents techniciens pouvant intervenir sur ce site.

##### ◆ **Formation**

Le personnel doit être sensibilisé aux risques générés par les panneaux photovoltaïques en cas d'incendie et formé à l'utilisation des moyens d'extinction et des équipements de protection présents et adaptés aux risques.

##### ◆ **Entretien des abords**

Les abords de l'installation doivent être correctement entretenus sur une distance minimale de 20 mètres à partir de la zone d'implantation des panneaux photovoltaïques. Si de l'herbe est maintenue sous les panneaux photovoltaïques, celle-ci devra être entretenue régulièrement.

##### ◆ **Surveillance**

L'installation photovoltaïque doit être surveillée en permanence par l'exploitant et le producteur d'énergie afin de pouvoir signaler le plus rapidement possible toute anomalie de fonctionnement pouvant être à l'origine d'un incident ou d'un accident.

Un dispositif de suivi de production (monitoring) de la centrale permet une analyse permanente des données de production, des valeurs des grandeurs remarquables (énergie, puissances, tensions, courants, données climatiques via une station météorologique sur site...) et active également des alarmes dès lors qu'une valeur dépasse les valeurs limites paramétrées.

Un rapport annuel d'exploitation est tenu à disposition et transmis à sa demande à l'inspection des installations classées, présentant notamment :

- la production mensuelle et accumulée mesurée par les compteurs ;
- les performances de l'installation ;
- les actions de maintenance préventive et corrective réalisées au cours de la période ;
- les actions de maintenance prévues pour la période à venir ;
- les accidents, incidents, situations de presque accident ou incident.

#### Article 8.1.11.5 - Mise en sécurité

##### ◆ **Dispositif de coupure d'urgence**

Des dispositifs électromécaniques de coupure d'urgence positionné au plus près de la chaîne photovoltaïque et permettent d'une part, la coupure du réseau de distribution, et d'autre part la coupure du circuit de production. Ces dispositifs sont actionnés soit par détection incendie, soit par manœuvre directe, soit par télécommande. Dans tous les cas, leurs commandes sont regroupées en un même lieu accessible en toutes circonstances et bien signalé.

En cas de mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque, la coupure du circuit en courant continu s'effectue au plus près des panneaux photovoltaïques.

Un voyant lumineux servant au report d'information est situé à l'aval immédiat de la commande de coupure du circuit de production. Le voyant lumineux témoigne en toute circonstance de la coupure effective du circuit en courant continu de l'unité de production photovoltaïque, des batteries éventuelles et du circuit de distribution. La conformité aux spécifications du point 12.4 des guides UTE C 15-712-1 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution ou UTE C 15-712-2 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques autonomes non raccordées au réseau public de distribution avec stockage par batterie permet de répondre à cette exigence.

##### ◆ **Système d'alarme**

Chaque unité de production photovoltaïque est dotée d'un système d'alarme permettant d'alerter l'exploitant de l'installation, ou une personne qu'il aura désignée, d'un événement anormal pouvant conduire à un départ de feu sur l'unité de production photovoltaïque. Une détection liée à cette alarme s'appuyant sur le suivi des paramètres de production de l'unité permet de répondre à cette exigence.

En cas de déclenchement de l'alarme, l'exploitant procède à une levée de doute (nature et conséquences du dysfonctionnement) soit en se rendant sur place, soit grâce à des moyens de contrôle à distance.

Les dispositions permettant de respecter les deux alinéas précédents sont formalisées dans une procédure tenue à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. En cas d'intervention de ces derniers, l'exploitant les informe de la nature des emplacements des unités de production photovoltaïques (organe général de coupure et de protection, ) et des moyens de protection existants.

##### ◆ **Procédures de mise en sécurité**

L'exploitant définit des procédures de mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque. Ces procédures consistent en l'actionnement des dispositifs de coupure.

Les procédures de mise en sécurité définies à l'alinéa précédent sont jointes au plan d'intervention .

Les procédures de mise en sécurité sont tenues à la disposition des services d'incendie et de secours en cas d'intervention.

#### Article 8.1.11.6 - Défense incendie – Intervention des secours

##### ◆ **Accessibilité et moyens de lutte contre l'incendie**

La mise en place de la centrale solaire ne doit pas gêner l'accès aux installations en cas d'intervention. Les accès doivent être clairement indiqués.

Le site devra être accessible aux engins de secours, dans des conditions validées par les services d'incendie et de secours.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont définis en liaison avec les services d'incendie et de secours.

##### ◆ **Équipements de protection**

L'exploitant doit mettre à disposition des équipements de protection à définir avec le SDIS (ex : perches à corps, paires de gants isolants, bâches adaptées permettant de couvrir une partie des panneaux et ainsi d'arrêter la production de courant électrique).

L'exploitant dispose des extincteurs adaptés aux risques en nombre suffisant dans les divers bâtiments onduleurs afin de procéder notamment à l'extinction d'un ou plusieurs panneaux photovoltaïques ou d'une unité onduleur. Le bon état de fonctionnement de ces appareils devra faire l'objet de vérifications périodiques.

#### ◆ Organisation de l'intervention des moyens de secours publics

Un plan du site est tenu à la disposition des services de secours afin de faciliter leur intervention. Il doit signaler la présence d'équipement photovoltaïque.

Un plan d'intervention interne doit être rédigé par l'exploitant en collaboration avec le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS). Il doit notamment intégrer les consignes et procédures d'intervention réciproque. Il doit définir la conduite à tenir de la part des pompiers pour :

- l'extinction d'un feu d'herbe sous les panneaux ;
- l'extinction d'un feu d'origine électrique, boîte de jonction, cheminement de câbles, locaux techniques ;
- l'extinction d'un feu concernant un matériel autre (puits, canalisations de captation du biogaz ; équipements, machines, véhicules, etc ...) ;
- le secours à personne en tout lieu du site.

#### Article 8.1.11.7- Démantèlement

Les prescriptions relatives aux précautions à prendre pour ne pas porter atteinte à l'intégrité et à l'efficacité de la couverture finale des casiers sont applicables aux travaux de démantèlement.

Les équipements (panneaux photovoltaïques, tables-supports, fondations, câblages, etc...) doivent être désassemblés avec soins (idem que lors de leur montage) et orientés par nature vers les filières de valorisations adaptées. Les dalles de fondations en béton sont également récupérées, recyclées ou valorisées.

Le dôme de la couverture finale est reprofilé et toutes les zones sont engazonnées.

#### **ARTICLE 3 - NOMENCLATURE**

- Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2013 est complété par la rubrique 2921 :

Rubrique	Quantités et volumes correspondant	Régime
2921	Installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle d'une puissance thermique évacuée maximale inférieure à 3 000 kW	D

- les rubriques 2781-1a, 2781-2, 2712-2 et 2910-B-2b (valorisation du biogaz issu de l'unité de méthanisation) dans le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2013 sont supprimées.

#### **ARTICLE 4 - CODES CED**

- Au tableau C de l'article 1.2.4.1 – installation de compostage de déchets verts, de boues et l'unité de traitement mécano biologiques (TMB) sont ajoutées les lignes suivantes :

Loupés de fabrication et produits non utilisés	16 03
Déchets d'origine organique autres que ceux visés à la rubrique 16 03 05	16 03 06

- L'article 1.2.4.3 – installation de tri, transit, regroupement et de transfert de déchets non dangereux est remplacé par le tableau ci-dessous :

Désignation (sont exclus de cette dénomination, les déchets dangereux définis par le décret N°2002-540 du 18 avril 2002)	Codes
<b>Emballages et déchets d'emballages, absorbants, chiffons d'essuyages, matériaux filtrants et vêtement de protection non spécifiés ailleurs :</b>	<b>15</b>
Emballages et déchets d'emballages (y compris les déchets d'emballages municipaux collectés séparément) papier, cartons, plastiques, bois, métalliques, composites, en mélange, en verre, textiles	15 01 01, 15 01 02, 15 01 03, 15 01 04, 15 01 05, 15 01 08, 15 01 07, 15 01 09
<b>Loupés de fabrication et produits non utilisés</b>	<b>16 03</b>
Déchets d'origine organique autres que ceux visés à la rubrique 16 03 05	16 03 06
<b>Déchets de construction et de démolition (y compris déblais provenant de sites contaminés) :</b>	<b>17</b>
Bois, verre et matières plastiques	17 02 01, 17 02 02, 17 02 03
<b>Déchets municipaux (déchets ménagers et déchets assimilés provenant des commerces, des industries et des administrations) y compris les fractions collectées séparément :</b>	<b>20</b>
Fractions collectées séparément (sauf section 15 01) : papier, cartons, verres, métaux matières plastiques	20 01 01, 20 01 02, 20 01 08, 20 01 38, 20 01 39, 20 01 40, 20 01 99
Autres déchets municipaux	20 03 01, 20 03 07, 20 03 99
<b>Déchets provenant de la préparation et de la transformation de la viande, des poissons et autres aliments d'origine animale</b>	<b>02 02</b>
Autres déchets	02 02 99

## **ARTICLE 5 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES DU TMB**

Après l'article 8.7.9 est ajouté la disposition suivante :

Article 8.7.10 « dispositions particulières en cas d'arrêt technique de l'installation de TMB » :

En cas d'arrêt technique de l'installation de TMB supérieure à 48 heures, une consigne de délestage sera communiquée aux services commerciaux afin de limiter au minimum les matières reçues sur le site et le site interdira tout vidage en fosse en amont des phases d'entretien et dès qu'une panne a été constatée.

Les sous-produits animaux conditionnés en caisses-palettes seront entreposés dans le hall de réception du TMB puis retournés et vidés en benne étanche afin d'être transférés vers un autre centre de traitement agréé.

Les ordures ménagères seront entreposées, avant d'être transférés vers un centre de traitement agréé.

Un nettoyage des zones sera effectué à chaque rechargement.

L'exploitant tient à jour un registre des déchets ou matières sortantes conformément à la réglementation en vigueur.

## **ARTICLE 6 - TRANSMISSION À L'EXPLOITANT**

Copie du présent arrêté sera remis au pétitionnaire qui devra toujours l'avoir en sa possession et le présenter à toute réquisition.

## **ARTICLE 7 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

### **RECOURS CONTENTIEUX**

#### **Article L.181-17 du code de l'environnement**

Les décisions prises sur le fondement de l'avant-dernier alinéa de l'article L.189-9 et les décisions mentionnées aux articles L.181-2 à L.181-15 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction. Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

#### **Article R.181-50 du code de l'environnement**

Le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative :

- 1°) Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2°) Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 dans un délai de quatre mois à compter de:
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Morbihan prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

*Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé-recours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».*

### **RECOURS GRACIEUX OU HIÉRARCHIQUE**

#### **Article R.181-51 du code de l'environnement**

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R.181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L.411-6 et L.122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

### **RECLAMATION**

#### **Article R.181-52 du code de l'environnement**

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45.

## **ARTICLE 8 – AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

En application de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Gueltas et peut y être consultée.
- Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Gueltas pendant une durée minimum d'un mois. Un procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de la commune précitée et adressé au préfet du Morbihan (direction départementale des territoires et de la mer).
- L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Morbihan pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

## **ARTICLE 9 – EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (inspection des installations classées), et le maire de Gueltas, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Vannes, le **25 JUIN 2021**

Le préfet

Pour le préfet, par délégation,  
Le Secrétaire Général,

Guillaume QUENET

Copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le sous-préfet de Pontivy
- Mme le maire de Gueltas
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne
- M. le directeur de la société SUEZ RV OUEST  
Parc Edonia-Bâtiment T - rue de la Terre Adélie - CS 86820 - 35769 SAINT GREGOIRE cedex

